

## ***Face à la menace fasciste, sortir de l'autoritarisme***

**Ludivine Bantigny et Ugo Palheta**

Textuel, Petite encyclopédie critique, 14,90 €, 126 p.

**Q**UAND tant de gens renoncent à aller manifester par peur de perdre une main ou un œil ; quand un gouvernement n'a pas un mot de compassion ou de regret devant les mutilations de personnes qui manifestaient pour la justice et l'égalité ; quand il se sert de l'intimidation pour reconduire sa domination. Quand les mesures gouvernementales multiplient les restrictions des droits et des libertés. Quand l'aide aux migrants est criminalisée ; quand dans des camps de réfugiés, des êtres humains sont parqués, affamés, frappés, insultés, humiliés, déshumanisés, leurs droits les plus élémentaires systématiquement bafoués ; et quand tant d'autres meurent en Méditerranée, dans l'indifférence des gouvernants, comme si ces morts allaient de soi et qu'on pouvait s'y habituer. Alors il n'y a plus rien d'étonnant à ce qu'un quotidien allemand s'inquiète du climat d'extrême droite qui règne dans la France de Macron...

**Brutalité des contre-réformes :** hôpitaux, 100 000 lits fermés en 20 ans ; mise au pas de l'Éducation nationale, tri social à l'entrée de l'école ; suppression de 125 000 postes de fonctionnaires ; salaires au rabais, multiplication des précarités ; amendes de 45 000 € et 3 ans de prison pour les mobilisations qui troubleraient « l'ordre et la tranquillité des établissements » ; réduction des APL ; 150 000 SDF ; 535 morts à la rue en 2020 ; 3,1 millions de logements vacants ; alignement des pensions de retraite du public sur le privé ; possibilité de licenciement sans motif valable, moyennant une indemnité ; plans sociaux pour détruire les emplois...

**Généralisation de l'insécurité sociale** et répression de toute contestation = état d'exception (stratégie du choc mise en place par le macronisme).

Dictature du CAC 40 = violence de l'extrême droite = guerre sociale.

La politique fiscale d'Emmanuel Macron a accru la fortune des privilégiés dans des

proportions considérables et fait exploser les versements de dividendes aux actionnaires (+ 60 % en 2019 – passant de 14 à 23 milliards – concentrés sur 0,1 % des foyers fiscaux). La crise du Covid-19 a battu tous les records en la matière. Les réserves financières sont siphonnées par des magnats prédateurs, comme les mafias Arnault, Bolloré, Bettancourt... ou les richissimes gros actionnaires de Total, Sanofi, soutenus par les pouvoirs public tout en supprimant des emplois. Le cas d'Engie est particulièrement spectaculaire, puisque le groupe – qui a absorbé Gaz de France au moment de sa privatisation – a décidé de verser à ses actionnaires la somme faramineuse de 1,3 milliard, alors qu'il affiche en 2020 une perte de 1,5 milliard...

**L'interdiction de manifestations de solidarité avec la Palestine**, au printemps 2021, ramène à l'été 2014, lorsque les mobilisations pour Gaza, interdites et brutalement réprimées, avaient ouvert la séquence autoritaire dont nous ne sommes pas sortis.

En 2015, répression des manifs autour de la COP 21 ; 2016 du mouvement contre la loi travail ; et 2018-19 contre les Gilets jaunes où la police ne se contente pas des matraquages, passages, gazages, mais utilise les armes « non létales » qui blessent, mutilent et parfois tuent.

**La police fascisée ne s'embarrasse plus du pouvoir politique ni du droit : absence de tout contrôle externe et introuvable contrôle populaire.**

La police et l'armée, dont le fonctionnement est orienté vers la conservation de l'ordre social, avec une grande majorité de fonctionnaires acquis aux partis d'extrême droite, peuvent-elles en quoi que ce soit se mettre au service d'un changement de société ?

L'antifascisme n'est pas un combat sectoriel avec une méthode particulière de lutte ou une idéologie abstraite, mais un sens commun qui implique l'ensemble des mouvements émancipateurs.



Ugo Palheta

Ludivine  
Bantigny

